

Connaître l'environnement juridique de la fonction de l'associé



Objectifs

- Maîtriser les droits sociaux de l'associé
- Connaître les différentes étapes d'une cession de parts sociales ou d'actions
- Appréhender les différents actes utiles à une cession
- S'initier à la rédaction d'actes



Profil des stagiaires

Juriste, assistant juridique expérimenté



Moyens pédagogiques

- Apport théorique sur la réglementation
- Approche pratique à l'aide de mises en situation et cas concrets
- Formation dispensée à l'aide d'un support de formation
- Evaluation du niveau des connaissances des stagiaires en début de formation
- Evaluation des acquis des stagiaires en fin de formation



Encadrement de la formation

Formatrice spécialisée en droit des affaires

Informations pratiques

Durée : 2 jours

1 La situation d'associé

Qu'est ce qu'un associé ?

Quels sont ses droits et ses obligations / engagements ?

Ses rapports avec la société et son gérant

Ses rapports avec les autres associés (notamment les solutions en cas de conflit)

La place d'associé minoritaire

Intérêt particulier : la place de la clause d'agrément ou de préemption

2 Savoir évaluer ses parts sociales

Les méthodes d'évaluation

Les auteurs de l'évaluation

Intérêt particulier : ce qu'il faut retenir de l'évaluation des parts sociales

3 La cession des parts sociales

Cession de titres ou d'actifs ? Les notions

Les étapes préalables à la cession : les pourparlers, les accords de confidentialité...

Les conditions générales d'un contrat et présentation de son contentieux

Les conditions suspensives ou résolutoires de la vente

Les accords annexes : contrat de travail, reprise de cautionnement

Intérêt d'un pacte d'associés

Intérêt particulier : les conseils pratiques de la cession

étude d'une cession de parts sociales avec intervention d'une société holding

Connaître l'environnement juridique de la fonction de l'associé

4 Les effets de la cession

- La réalisation de la vente
- Quelles garanties pour le concessionnaire ?
- Quelles garanties pour le cédant ?
- Quelles conséquences pour la société ?

Intérêt particulier : la clause de garantie de passif

5 Les cas particuliers d'une transmission à titre gratuit

- Le cas particulier d'une transmission entre vifs
- Le cas du décès du cédant